

Prestation de service relative à la formation des informaticiens sur la sécurité des applications internet et mobile money : E-banking et M-banking

Intercontact Services sa January 26, 2024 No Comments

- Anywhere
- Posted on 26 January 2024
- Closes: 22 Feb 2024

CORDAID



A. Avis de relance d'appel d'offres ouvert national N° CORDAID-BDI-550407-18/2023 pour prestation de service relative à la formation des informaticiens sur la sécurité des applications internet et mobile money : e-banking et M-banking

1. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de la Finance Innovatrice Rurale au Burundi « PADFIR Burundi en sigle » financé par l'Ambassade des Pays Bas au Burundi, Cordaid relance un appel d'offres pour animer la formation des informaticiens sur la sécurité des applications internet et mobile money : e-banking et M-banking.

2. L'objet

L'objet de cette formation est de présenter les normes, les concepts de base et les bonnes pratiques liées à la sécurité des services électroniques bancaires.

3. Conditions

Le présent appel est ouvert à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques ou morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement) ayant des compétences et expériences requises

4. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Pour les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres, le Dossier d'Appel d'offres est disponible sur demande par mail burundi.office@cordaid.org à partir du 22 janvier 2024 ou téléchargé sur les sites : Burundi jobs : <https://www.intercontactservices.com> et <https://www.burundijobs.bi>

5. Date limite de dépôts des offres

Les offres sous plis fermés devront être déposées **au plus tard le 22 février 2024 à 10h00** à la réception du bureau de Cordaid à l'adresse suivante : Kigobe Nord, Boulevard Mwambutsa IV, N° 8, Tel : 22 21 01 99.

B. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Les présentes instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres.

1. Conditions de participation

- Le présent appel d'offres est ouvert, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques ou morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement) ayant des compétences requises à l'exécution de ce marché
 - Ne peuvent participer au présent appel d'offres ni être attributaires d'un marché les personnes physiques ou les entités légales :
- Qui n'ont pas acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit, ou à défaut, ne peuvent justifier par un document de l'Administration concernée du respect de leurs obligations en matière fiscale et sociale.
 - Est en faillite ou en voie de liquidation ou cessent ses activités, font l'objet d'une administration judiciaire, d'une mise sous séquestre ou dans une situation analogue ;

2. Validité des offres

- Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires, à compter de la date d'ouverture des offres.
- Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, Cordaid Burundi pourra demander par écrit aux soumissionnaires de prolonger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée.
- Les soumissionnaires qui accepteront de prolonger la période de validité de leur offre ne seront pas autorisés à modifier leur offre.

3. Date et heure limites de dépôt des offres

- Les offres devront être déposées à l'adresse de Cordaid Burundi sis au Quartier KIGOBE NORD, BOULEVARD MWAMBUTSA IV, N° 8, TEL. 22 21 01 99, au plus tard le 22 février 2024 à 10h00 heure locale.
- Les offres déposées après l'heure de dépôt ne seront pas réceptionnées

4. Langue des offres

Les offres, la correspondance et les documents associés aux offres échangées entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur devront être rédigés en français.

5. Monnaie

La monnaie de soumission est le franc burundais.

6. Contenu des offres

Les offres doivent contenir les éléments qui suivent :

Informations de qualification

- Une lettre de soumission pour l'offre technique adressée à Madame la Directrice Pays de Cordaid ;
- Une brève description de l'organisation du consultant et un aperçu de l'expérience acquise dans le cadre de la conduite des missions de nature analogue ;
- Une note sur les références professionnelles similaires (au moins 4 attestations de bonne exécution comme preuve de références) ;
- Une attestation fiscale de non-redevabilité pour les personnes morales
- L'adresse complète du soumissionnaire

NB : L'absence de l'un des documents énumérés ci-dessus entraînera le rejet l'offre technique.

Offre technique

- Une méthodologie de travail, incluant un chronogramme de l'activité
- Un curriculum vitae du/de la consultant (e) mettant en valeur ses expériences et ses compétences en lien avec la mission (prouvées par des Attestations de services rendus /attestations de bonne exécution) ;
- Diplôme copie conforme à l'original en cas de consultant individuel ou celui du consultant aligné en cas de cabinet de consultance

Offre financière

L'enveloppe contenant l'offre financière doit renfermer :

- Les honoraires du personnel intervenant dans la mission en fonction du temps à passer et du niveau de qualification ;
- Les autres frais liés (perdiem, hébergement etc...)
- La proposition financière doit présenter séparément les impôts, droits (y compris cotisations de sécurité sociale), taxes et autres charges fiscales applicables en vertu de la législation en vigueur sur les consultants.
- Les frais de déplacements du/de la consultant (e) inhérents à cette évaluation seront exclusivement à la charge de CORDAID.

7. Présentation des offres

- Toutes les offres devront être soumises sous la forme d'un exemplaire original unique, portant la mention « original »

- Les soumissionnaires placeront l'original de leurs offres dans des enveloppes séparées et cachetées portant la mention « offre technique », et « offre financière » selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure.
- Les enveloppes intérieure et extérieure devront :
 - Être adressées à la Directrice de Cordaid Burundi à l'adresse indiquée ci-haut au point 3
 - Porter le titre et le numéro de l'Avis d'Appel d'offres ;
 - Porter les mots « **NE PAS OUVRIR AVANT LE 22 FEVRIER 2024 A 10h 30** ».
 - Les enveloppes intérieures de chaque offre porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire.
 - Si l'enveloppe extérieure porte l'identité du soumissionnaire, CORDAID Burundi ne pourra garantir que l'offre a été remise anonymement et l'offre sera rejetée

8. Frais inhérents à la préparation des offres

Les frais supportés par le soumissionnaire pour la préparation et la soumission de l'offre ne seront pas remboursables. Tous ces frais sont à la charge du soumissionnaire.

9. Durée de la mission

La mission va durer 7 jours dont 5 jours de formation, 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage

10. Evaluation des offres

10.1 Ouverture des offres

Les offres seront ouvertes et évaluées par le comité désigné. Le comité établira un procès-verbal de la séance.

- **Qualification du candidat**
- Le candidat sera qualifié sur base des informations décrites au point 6 et selon les critères de qualification qui sont repris dans le tableau suivant :

Critères de qualification	Maximum
1. Expérience du candidat : <ul style="list-style-type: none"> – Expérience pertinente dans le domaine similaire (4 et plus=30 soit 7,5 par expérience) – Avoir travaillé avec les institutions financières/IMF= 30 pts – Maîtrise de langage de programmation : Java, C et C++ ; Kotlin (10 points par langage) 	90
2. Capacités du candidat (description détaillée des ressources alignées)	5
3. La candidature (Expérience spécifique et expertise pertinente) est-elle concise et liée avec la mission	5

Total	100
--------------	------------

- Les offres des candidats ayant obtenu 70 ou plus seront qualifiées et admises à l'évaluation technique ;
 - **Evaluation de l'offre technique (pondération 80)**
- Le comité d'évaluation procédera à l'évaluation technique qui sera notée sur 100 points suivant les critères d'évaluation repris dans le tableau suivant.

Critères	Maximum
Score total pour l'organisation et la méthodologie	40
Compréhension des termes de références et des services à fournir	15
Approche méthodologique globale (note de compréhension de la mission/5 pts, plan de travail (organisation des tâches) et du temps/20 pts,	25
Score total de la Qualification du personnel proposé	60
· Diplôme de doctorat ou PHD dans le domaine de sciences informatiques ou sciences similaires = 60 pts	60
– Master ou équivalent dans le domaine de sciences informatiques ou sciences similaires =50 pts	
– Licence/BAC dans le domaine de sciences informatiques ou sciences similaires =40 pts	
– Moins de BAC dans les dans le domaine de sciences informatiques ou sciences similaires =0 pt	
Total	100

- La **note technique (NT)** minimum de qualification requise pour l'étape d'évaluation financière est de 75 points sur 100.
- Les propositions techniques recevant une note inférieure à 75 points seront rejetées et les plis contenant les propositions financières correspondantes seront retournés sans être ouverts
 - **Évaluation de l'offre financière(Pondération 20 %)**
- Pour évaluer une offre financière, Cordaid Burundi prendra en compte les éléments ci-après : Le prix de l'offre et les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques.
- L'évaluation sera faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales dus au titre de la législation du pays
- La note financière est basée sur le prix
- Les offres financières des soumissionnaires sélectionnés pour l'évaluation financières seront classées, et une **Note Financière (NF)** maximum de 100 points sera attribuée à l'offre la moins disante et proportionnellement aux autres :
 - **NF=** Offre financière la moins disante x100/offre financière du concurrent
 - La Note Générale (NG) du soumissionnaire sera calculée comme suit : **NG= 0,8NT + 0,2NF**
 - **Comparaison des offres et attribution du marché**
- Après évaluations techniques et financière, les notes pondérées seront additionnées en vue de pouvoir faire la comparaison des offres sur base de la Note Générale.
- L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle dont la moyenne pondérale des notes issues de l'évaluation technique et financière est la plus élevée.

11. Notification d'attribution du marché

- Cordaid Burundi informera simultanément et individuellement tous les soumissionnaires de la décision d'attribution avant l'expiration du délai de validité des offres.
- La notification restera administrative et n'engagera pas Cordaid Burundi avec le soumissionnaire. L'engagement définitif sera acté à la signature du contrat par les deux parties.
- Les soumissionnaires non sélectionnés seront informés de la décision prise, celle-ci sera sans appel ni recours. Cordaid Burundi retiendra dans ses archives les dossiers des soumissionnaires non adjudiqués.

12. Signature du contrat

- Avant que n'expire le délai de validité des offres, le pouvoir adjudicateur enverra le projet de contrat à l'attributaire pour lecture et signature.
- Dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, l'attributaire devra signer et dater le contrat et le renvoyer au pouvoir adjudicateur.
- Si l'attributaire ne signe pas le contrat et ne le renvoie pas, dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, ce dernier pourra considérer l'acceptation de l'offre comme nulle et non avenue, sans préjudice du droit de ce dernier de saisir la garantie, de demander une réparation ou d'exercer tout autre recours du fait de ce manquement et l'attributaire n'aura aucune possibilité de contestation.

13. Annulation de l'appel d'offres

- En cas d'annulation de cet appel d'offres, les soumissionnaires seront informés de cette annulation par Cordaid Burundi.
- Cet appel d'offres pourra être annulé, par exemple, si :
 - L'appel d'offres est demeuré infructueux, c'est-à-dire lorsqu'aucune réponse valable n'a été reçue ;
 - Des Circonstances exceptionnelles ou un cas de force majeure rendent impossible l'exécution normale du projet ;
 - Toutes les offres acceptables sur le plan technique excèdent considérablement le budget les ressources financières disponibles ;
 - Une violation des obligations, des irrégularités ou une fraude ont été constatées au cours de la procédure, notamment si elles ont constitué une entrave à une concurrence loyale
 - Le pouvoir adjudicateur ne sera en aucun cas tenu de verser des dommages-intérêts de quelque nature que ce soit, y compris, sans que cela soit limitatif, une indemnisation pour manque à gagner, liés d'une quelconque manière à l'annulation d'un appel d'offres, même s'il a été informé de la possibilité d'un préjudice.

14. Lutte contre le financement du terrorisme

- Le soumissionnaire certifie que ni elle, ni ses représentants/fournisseurs ne figurent actuellement sur la liste des parties volontairement exclues, inéligibles, suspendues ou récusée d'un(e) quelconque service ou agence gouvernemental(e) ;

- Le soumissionnaire certifie qu'elle se conforme à l'ensemble des lois qui interdisent les transactions ou aides apportées à un groupe terroriste et qu'elle ne fournit aucune assistance à des personnes ou entités soutenant le terrorisme ;
- Le soumissionnaire ne certifie qu'aucun des fonds reçus en vertu de la présente Convention n'est utilisé afin de venir en aide à des personnes ou entités associées au terrorisme ;
- Le soumissionnaire n'a pas le droit de fournir une assistance ou d'organiser, de gérer ou d'affecter une aide quelconque via des groupes militaires ou combattants ;
- Le soumissionnaire est tenu de signaler tout cas de détournement ou d'ingérence par un groupe armé, y compris une organisation terroriste ;
- Le soumissionnaire certifie qu'elle ne figure pas sur la liste du Comité du Conseil de sécurité des Nations Unies créé par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list>;
- Le soumissionnaire consent à informer Cordaid immédiatement en cas de violation de ces dispositions ;
- Si Cordaid a autorisé le soumissionnaire à sous-traiter, les dispositions du présent article seront intégrées à tous les contrats de sous-traitance conclus par le soumissionnaire en vertu de la présente Convention.

C. TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE D'ANIMER LA FORMATION DES INFORMATIENS SUR LA SECURITE DES APPLICATIONS INTERNET ET MOBILE BANKING : E-BANKING ET M-BANKING

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Selon les études menées par la Banque Mondiale, le Burundi est une économie à faible revenu où 80% de sa population travaille dans le secteur de l'agriculture. Localisé dans la région des Grands Lacs, le Burundi est entouré par le Rwanda au Nord, par la Tanzanie à l'est, par la République Démocratique du Congo à l'ouest et bordé par le Lac Tanganyika au sud-ouest. Avec 12.5 millions d'habitants (2021), dont 50.6% de femmes et 41.5 % des jeunes âgées de moins de 15 ans, il est l'un des pays à plus haute densité de population avec une ratio de densité de 442hab/km² (projection démographique 2020).

L'objectif principal du Plan National de Développement (PND) 2018-2023 est de transformer structurellement l'économie burundaise, pour une croissance forte, durable, résiliente et inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social.

C'est dans ce cadre que le Projet d'Appui au Développement de la Finance Innovatrice Rurale (PADFIR), se propose l'objectif d'accroître l'inclusion financière des populations rurales économiquement actives au Burundi – incluant les femmes et les jeunes – afin d'améliorer leurs opportunités d'emploi, leurs conditions de vie et leur résilience face aux chocs économiques.

La digitalisation des produits et services financiers s'est avérée être une solution incontournable. Dans ses appuis aux partenaires d'exécutions il y a le renforcement des

capacités du personnel. C'est dans ce contexte que CORDAID désire recruter un consultant qui pourra animer une formation sur **LA SECURITE DES APPLICATIONS INTERNET ET MOBILE BANKING : E-BANKING ET M-BANKING a l'intention des informaticiens.**

II. DESCRIPTION DU PROJET

TITRE DU PROJET	Projet d'appui au Développement de la Finance Innovatrice Rurale (PADFIR)
Objectif Général	Accroître l'inclusion financière des populations rurales économiquement actives au Burundi – incluant les femmes et les jeunes – afin d'améliorer leurs opportunités d'emploi, leurs conditions de vie et leur résilience face aux chocs économiques.
Objectifs Spécifiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. D'appuyer la mise à l'échelle de produits et services de micro-assurances adaptés aux besoins de la clientèle rurale en assurant la prise en compte des femmes et des jeunes 2. D'accompagner le développement et l'expérimentation de produits et services de micro-assurances ruraux innovants 3. De faciliter la mise en relation des clients des IMF et des projets et programmes intervenant dans le secteur du développement de la finance rural et du renforcement des chaînes de valeur agricoles avec les institutions de micro-assurance.
Résultats attendus	

III. Objectifs de la formation

Le consultant aura pour rôle de présenter les normes, les concepts de base et les bonnes pratiques liées à la sécurité des services électroniques bancaires. La formation permettra aux participants de maîtriser les risques liés aux services électroniques d'Internet et de Mobile Banking et d'identifier les solutions techniques adéquates pour remédier à ces risques tel que la certification électronique des échanges et des divers acteurs, les techniques de chiffrement, les mécanismes de signatures et d'horodatage électronique des actes faits en ligne.

IV. Les objectifs spécifiques

Le consultant doit traiter au moins les points suivants :

- La fiabilité des documents et des preuves électroniques à valeurs probantes ;
- L'efficacité des diverses solutions de gestion et de conservation de ces preuves ;
- Les standards de signatures électroniques basiques et avancées et leurs modes et domaines d'utilisation (CMS, CAdES, S/MIME, XMLDSig, XAdES, PDF [ISO 32000-1] et PAdES [ETSI TS 102778]) ;
- Les techniques de hachage et de chiffrement ainsi que les solutions matérielles d'authentification et de signature tel que les HSM (Hardware Security Module), les cartes à puce cryptographiques, les disques Worm, les jetons OTP d'authentification, l'authentification MFA et la biométrie.

V. Résultats attendus

A la sortie de cette formations les participants doivent être capables :

1. De mieux gérer les solutions disponibles dans leurs institutions respectives
2. Apporter des suggestions dans l'amélioration de la sécurité des différentes solutions au sein de leur institutions
3. D'éclairer leurs institutions dans les différentes innovations et préparations a embrassé la digitalisation

VI. Durée de la mission

La mission va durer 7 jours dont 5 jours de formation, 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage.

VII. Méthodologie

La formation est adressée aux informaticiens et responsable informatique des 10 IMF partenaire de PADFIR a raison d'un représentant par institution, soit un total. Le cours sera composé de cours théorique les avant-midis et des exercices les après-midis. Les participants doivent se munir de leurs propres machines. Le consultant doit présenter les points à traiter dans son offre et une séance de discussion avec le pouvoir adjudicateur est prévue pour leur validation avant le démarrage de la formation proprement dite.

VIII. Livrables attendus

Les livrables attendus sont entre autres :

1. Module de formation : version électronique et version papier
2. Un rapport final

IX. Lieu de la réalisation de la mission

La formation aura lieu à Ngozi

X. Procédures et logistiques

La formation est placée sous la supervision du responsable du projet qui s'assurera que CORDAID met à disposition du consultant les moyens nécessaires (Honoraire, lettre légalisant l'activité) pour effectuer son travail correctement. Le Consultant s'engage à respecter immédiatement toute instruction sécuritaire spécifique venant de CORDAID et basée sur son analyse sécuritaire et sa connaissance de la zone et des acteurs de celle-ci. En cas d'incident rencontré dans le cadre des activités de la consultance, le Consultant s'engage à contacter le plus rapidement possible le bureau de CORDAID à BUJUMBURA. Aucune donnée ne pourra être utilisée par le Consultant concernant cette formation sans l'autorisation écrite de CORDAID pour une durée de 5 ans.

XI. Profil recherché

Le présent appel est ouvert à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques ou morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement) ayant des compétences et expériences requises.

Le consultant aligné aura le profil suivant :

- Avoir au minimum un niveau de formation BAC +3 les domaines de sciences informatiques ou sciences similaires.
- Expertise en développement de logiciel, applications,
- Connaissance du secteur financier et du secteur de la microfinance en particulier serait un atout,
- Avoir au moins 4 expériences professionnelles similaires
- Compétences en recherche et analyse.
- Capacité à travailler sur le terrain.
- Conformité éthique et professionnelle.
- Maîtrise de la langue française et le KIRUNDI tant écrit qu'oral.
- Être doté (e) d'une capacité de travail en équipe, de dialogue et de bonne communication.

Annexe 1 : Projet de contrat

Entre d'une part,

CORDAID Burundi, Bujumbura, Quartier Kigobe Nord, Boulevard Mwambutsa IV, N° 8, Tél : +257 22 21 01 99, B.P : 6701, représentée par Madame **Leentje Janna van Ooijen** Directrice Pays, ci-après désignée « **Pouvoir adjudicateur** »,

Et, d'autre part,

« *Insérer le nom du soumissionnaire* », représenté par « *insérer le nom* » « *insérer la fonction* » Directeur, e-mail : « *insérer l'adresse mail* », tél : « *insérer le numéro de téléphone* » ci-après dénommé, le contractant.

Il est convenu ce qui suit :

Art.1 : Objet

Le pouvoir adjudicateur confie à « *insérer le nom du soumissionnaire* » qui accepte, la mission d'animer la formation des informaticiens sur la sécurité des applications internet et mobile money : e-banking et M-banking

Article 2 : Ordre hiérarchique des documents contractuels

Les documents suivants sont considérés comme faisant partie intégrante du présent marché dans l'ordre hiérarchique suivant :

- Le DAO
- L'offre du contractant
- L'organisation et la méthodologie

Les experts principaux

Les différents documents constituant le marché doivent être considérés comme mutuellement explicites ; en cas d'ambiguïtés ou de divergences, ces documents seront appliqués selon l'ordre hiérarchique ci-dessus.

Article 3 : Les experts principaux

3.1. Le contractant va soumettre dans les 5 jours suivant la lettre de notification avant la signature du contrat, une déclaration attestant que le (s) expert(s) principal (aux) proposé(s) dans son offre est/sont disponibles à la date d'entrée en vigueur du contrat ;

3.2. En cas d'indisponibilité d'un ou de plusieurs des experts principaux proposés dans votre offre, vous devez, dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception la lettre de notification, proposer des remplaçants. Ceux-ci posséderont des qualifications et une expérience au moins équivalente à celles des experts initialement proposés ;

3.3. Les propositions de remplacement d'experts principaux devront être dûment justifiées. Toutefois, leur acceptation n'est pas limitée à des cas spécifiques ;

3.4. Plusieurs remplaçants peuvent être proposés pour la même fonction, mais une seule période de 15 jours sera accordée. Le pouvoir adjudicateur effectuera un choix parmi les experts proposés. La note totale obtenue par le remplaçant doit être au moins aussi élevée que celle de l'expert proposé dans l'offre. Par ailleurs, le remplaçant doit remplir les exigences minimales requises pour chaque critère d'évaluation

3.5. Si aucun remplaçant n'est proposé dans le délai prescrit ou si les remplaçants proposés ne sont pas suffisamment qualifiés, le pouvoir adjudicateur peut décider d'annuler la présente attribution.

Art. 4 : Financement :

Le financement de ce contrat est assuré par l'intégralité des fonds du projet susmentionné à hauteur de « insérer le montant du marché ».

Art.5 : Durée :

La mission va durer 7 jours dont 5 jours de formation, 1 jour de préparation et 1 jour de rapportage

Art.6 : Rapports :

Le soumissionnaire établira un rapport définitif et donnera au pouvoir adjudicateur les versions électronique et physique.

Art.7 : Modalités de paiement :

Le paiement des honoraires, se fera selon les modalités suivantes :

Le paiement des honoraires se fera par virement bancaire au compte « *insérer le numéro du compte* » au nom de « *insérer le nom du soumissionnaire* » à « *insérer le nom de la banque* »

Article 8 : LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

- **Le soumissionnaire** certifie que ni elle, ni ses représentants, ses experts et partenaires ne figurent actuellement sur la liste des parties volontairement exclues, inéligibles, suspendues ou récusée d'un(e) quelconque service ou agence gouvernemental(e).
- **Le soumissionnaire** certifie qu'elle se conforme à l'ensemble des lois qui interdisent les transactions ou aides apportées à un groupe terroriste et qu'elle ne fournit aucune assistance à des personnes ou entités soutenant le terrorisme.
- **Le soumissionnaire** ne certifie qu'aucun des fonds reçus en vertu de la présente Convention n'est utilisé afin de venir en aide à des personnes ou entités associées au terrorisme.
- **Le soumissionnaire** n'a pas le droit de fournir une assistance ou d'organiser, de gérer ou d'affecter une aide quelconque via des groupes militaires ou combattants.
- **Le soumissionnaire** est tenu de signaler tout cas de détournement ou d'ingérence par un groupe armé, y compris une organisation terroriste.
- **Le soumissionnaire** certifie qu'elle ne figure pas sur la liste du Comité du Conseil de sécurité des Nations Unies créé par la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list>
- **Le soumissionnaire** consent à informer Cordaid immédiatement en cas de violation de ces dispositions.
- Si Cordaid a autorisé **le soumissionnaire** à sous-traiter, les dispositions du présent article seront intégrées à tous les contrats de sous-traitance conclus par **Le soumissionnaire** en vertu de la présente Convention.

Article 9 : Signalement des cas de mauvaise conduite ou de fraude

Si vous êtes victime, témoin ou suspect d'une fraude, veuillez signaler votre problème en utilisant l'une des options suivantes :

– La directrice pays au téléphone +257 22 21 01 99, Email Jolien.vanooijen@cordaid.org

-Le responsable de l'intégrité

via integrity@cordaid.org ou <https://secure.ethicspoint.eu/domain/media/en/gui/107473/index.html>

Art.10 : Résiliation du contrat :

Le contrat est résilié de plein droit dans les cas suivants :

- Incapacité civile du contractant,
- Impossibilité manifeste et durable du contractant compromettant la bonne exécution du marché,
- Le contractant s'est livré, à l'occasion de l'exécution du présent marché, à des actes frauduleux.

Le marché pourrait être résilié par le contractant sans qu'il puisse prétendre à des indemnités, en cas d'événement, ne provenant pas de son fait, rendant impossible l'exécution du présent marché.

Art.11 : Règlements des litiges :

En cas du désaccord issu de l'exécution du présent marché, les parties prenantes s'efforceront de trouver un règlement à l'amiable. En cas de persistance du désaccord, la partie lésée pourra recourir aux instances habilitées

[Disclaimer: The below text is machine translated. For accurate information kindly refer the above text in original language.]

Service provision relating to the training of IT professionals on the security of internet and mobile money applications: E-banking and M-banking

Intercontact Services sa January 26, 2024 No Comments

- Anywhere
- Posted on 26 January 2024
- Closes: 22 Feb 2024

CORDAID



A. Notice of relaunch of national open call for tenders No. CORDAID-BDI-550407-18/2023 for the provision of services relating to the training of IT specialists on the security of internet and mobile money applications: e-banking and M- banking

1. Context

As part of the implementation of the Project to Support the Development of Innovative Rural Finance in Burundi "PADFIR Burundi in acronym" financed by the Embassy of the Netherlands in Burundi, Cordaid is relaunching a call for tenders to run the training IT specialists on the security of internet and mobile money applications: e-banking and M-banking.

2. The object

The purpose of this training is to present the standards, basic concepts and good practices related to the security of electronic banking services.

3. Conditions

This call is open on equal terms to all natural or legal persons (whether participating individually or as part of a group) with the required skills and experience.

4. Acquisition of the tender file

For bidders interested in this call for tenders, the Tender Document is available on request by email burundi.office@cordaid.org from January 22, 2024 or downloaded from the sites: Burundi jobs: <https://www.intercontactservices.com> and <https://www.burundijobs.bi>

5. Deadline for submission of offers

Tenders in closed envelopes must be submitted **no later than February 22, 2024 at 10:00 a.m.** at the reception of the Cordaid office at the following address: Kigobe Nord, Boulevard Mwambutsa IV, No. ⁸, Tel: 22 21 01 99 .

B. INSTRUCTIONS TO BIDDERS

These instructions to tenderers define the rules for submission, selection and implementation of actions within the framework of this call for tenders.

1. Conditions of participation

- This call for tenders is open, under equal conditions, to all natural or legal persons (whether participating individually or as part of a group) having the skills required to carry out this contract.
- Natural persons or legal entities cannot participate in this call for tenders or be awarded a contract:
- Who have not paid the duties, taxes, assessments, contributions, royalties or levies of any nature whatsoever, or failing that, cannot justify by a document from the Administration concerned the respect of their obligations in tax matters and social.
- Is bankrupt or in the process of being liquidated or is ceasing its activities, is subject to judicial administration, receivership or in a similar situation;

2. Validity of offers

- Bidders remain committed to their offers for a period of ninety (90) calendar days, from the date of opening of the offers.
- In exceptional circumstances, before the expiration of the initial period of validity of offers, Cordaid Burundi may request in writing from bidders to extend the period of validity for a specific additional period.
- Bidders who agree to extend the validity period of their offer will not be authorized to modify their offer.

3. Deadline date and time for submission of offers

- Tenders must be submitted to the address of Cordaid Burundi located in the KIGOBE NORD District, BOULEVARD MWAMBUTSA IV, N° 8, TEL. 22 21 01 99, no later than February 22, 2024 at 10:00 a.m. local time.
- Offers submitted after the submission time will not be received.

4. Language of offers

The offers, correspondence and documents associated with the offers exchanged between the tenderer and the contracting authority must be drawn up in French.

5. Cash

The currency of submission is the Burundian franc.

6. Content of offers

Offers must contain the following elements:

Qualifying information

- A submission letter for the technical offer addressed to the Country Director of Cordaid;
- A brief description of the consultant's organization and an overview of the experience acquired in the conduct of missions of a similar nature;
- A note on similar professional references (at least 4 certificates of good performance as proof of references);
- A tax certificate of non-liability for legal entities
- The full address of the bidder

NB : The absence of one of the documents listed above will result in the technical offer being rejected.

Technical offer

- A work methodology, including a timeline of the activity
- A curriculum vitae of the consultant highlighting their experiences and skills related to the mission (proven by certificates of services rendered/certificates of good execution);
- Diploma true copy of the original in the case of an individual consultant or that of the aligned consultant in the case of a consultancy firm

Financial offer

The envelope containing the financial offer must contain:

- The fees of the personnel involved in the mission depending on the time spent and the level of qualification;
- Other related costs (per diem, accommodation, etc.)

- The financial proposal must separately present the taxes, duties (including social security contributions), duties and other fiscal charges applicable under the legislation in force on consultants.
- The travel costs of the consultant inherent to this evaluation will be the sole responsibility of CORDAID.

7. Presentation of offers

- All offers must be submitted in the form of a single original copy, marked “original”
- Bidders will place the original of their offers in separate, sealed envelopes marked “technical offer” and “financial offer” as applicable. These envelopes will then be placed in an outer envelope.
- The inner and outer envelopes must:
 - Be sent to the Director of Cordaid Burundi at the address indicated above in point 3
 - Bear the title and number of the Invitation to Tender;
 - Wear the words “**DO NOT OPEN BEFORE FEBRUARY 22, 2024 AT 10:30 a.m.**”.
 - The inner envelopes of each bid will also bear the name and address of the bidder.
 - If the outer envelope bears the identity of the bidder, CORDAID Burundi cannot guarantee that the bid was submitted anonymously and the bid will be rejected.

8. Costs inherent in the preparation of offers

Costs incurred by the bidder for preparation and submission of the bid will not be refundable. All these costs are the responsibility of the bidder.

9. Duration of the mission

The mission will last 7 days including 5 days of training, 1 day of preparation and 1 day of reporting

10. Evaluation of offers

10.1 Opening of offers

Bids will be opened and evaluated by the designated committee. The committee will draw up minutes of the meeting.

- **Qualification of the candidate**
- The candidate will be qualified on the basis of the information described in point 6 and according to the qualification criteria which are included in the following table:

Qualification criteria	Maximum
1. Candidate experience:	90

- Relevant experience in a similar field (4 and more=30 or 7.5 per experience)	
- Having worked with financial institutions/MFIs = 30 pts	
- Mastery of programming languages: Java, C and C++; Kotlin (10 points per language)	
2. Candidate capabilities (detailed description of aligned resources)	5
3. Is the application (specific experience and relevant expertise) concise and linked to the mission?	5
Total	100

- Bids from candidates scoring 70 or above will be qualified and admitted to technical evaluation;
 - **Evaluation of the technical offer (weighting 80)**
- The evaluation committee will carry out the technical evaluation which will be rated out of 100 points according to the evaluation criteria shown in the following table.

Criteria	Maximum
Total score for organization and methodology	40
Understanding of the terms of reference and the services to be provided	15
Overall methodological approach (mission understanding score/5 pts, work plan (organization of tasks) and time/20 pts,	25
Total score of the Qualification of the proposed personnel	60
· Doctoral degree or PHD in the field of computer science or similar sciences = 60 pts	
- Master's degree or equivalent in the field of computer science or similar sciences =50 pts	60
- License/BAC in the field of computer science or similar sciences =40 pts	
- Less than a BAC in the field of computer science or similar sciences =0 pt	
Total	100

- The minimum **technical qualification score (NT)** required for the financial evaluation stage is 75 points out of 100.
- Technical proposals receiving a score lower than 75 points will be rejected and envelopes containing the corresponding financial proposals will be returned unopened.
 - **Evaluation of the financial offer (20% weighting)**
- To evaluate a financial offer, Cordaid Burundi will take into account the following elements: The price of the offer and the adjustments made to the price to correct arithmetic errors.
- The assessment will be made without taking into account taxes, duties, levies and other fiscal charges due under the legislation of the country
- Financial rating is based on price
- The financial offers of the bidders selected for the financial evaluation will be classified, and a maximum **Financial Score (NF)** of 100 points will be awarded to the lowest bid and proportionally to the others:
 - **NF**= Lowest financial offer x100/competitor's financial offer

- The Bidder's General Rating (**NG**) will be calculated as follows: **NG= 0.8NT + 0.2NF**
- **Comparison of offers and award of contract**
- After technical and financial evaluations, the weighted scores will be added in order to be able to compare the offers based on the General Score.
- The most economically advantageous offer will be the one with the highest weighted average of the scores resulting from the technical and financial evaluation.

11. **Contract award notification**

- Cordaid Burundi will simultaneously and individually inform all bidders of the award decision before the expiration of the bid validity period.
- The notification will remain administrative and will not bind Cordaid Burundi with the bidder. The final commitment will be recorded upon signature of the contract by both parties.
- Unselected bidders will be informed of the decision taken, it will be without appeal or recourse. Cordaid Burundi will retain in its archives the files of unsuccessful bidders.

12. **Contract signature**

- Before the validity period for offers expires, the contracting authority will send the draft contract to the successful bidder for reading and signature.
- Within seven (7) calendar days from receipt of the contract signed by the contracting authority, the successful bidder must sign and date the contract and return it to the contracting authority.
- If the successful bidder does not sign the contract and does not return it, within seven (7) calendar days from receipt of the contract signed by the contracting authority, the latter may consider acceptance of the offer as null and void, without prejudice to the right of the latter to seize the guarantee, to request repair or to exercise any other recourse due to this breach and the beneficiary will have no possibility of contesting.

13. **Cancellation of the call for tenders**

- In the event of cancellation of this call for tenders, bidders will be informed of this cancellation by Cordaid Burundi.
- This call for tenders may be canceled, for example, if:
 - The call for tenders remained unsuccessful, that is to say when no valid response was received;
 - Exceptional Circumstances or a case of force majeure make normal execution of the project impossible;
 - All technically acceptable offers significantly exceed the budget and available financial resources;
 - A violation of obligations, irregularities or fraud were noted during the procedure, in particular if they constituted an obstacle to fair competition
 - The contracting authority will under no circumstances be required to pay damages of any nature whatsoever, including, without limitation, compensation for loss of profits, relating in any way to the cancellation of the contract. a call for tenders, even if it has been informed of the possibility of prejudice.

14. Fight against terrorist financing

- The Bidder certifies that neither it nor its representatives/suppliers are currently on the list of voluntarily excluded, ineligible, suspended or disqualified parties from any government service or agency;
- The Bidder certifies that it complies with all laws that prohibit transactions with or assistance to a terrorist group and that it does not provide assistance to individuals or entities supporting terrorism;
- The Bidder does not certify that none of the funds received under this Agreement are used to assist persons or entities associated with terrorism;
- The bidder has no right to provide assistance or organize, manage or allocate any assistance through military or combatant groups;
- The bidder is required to report any case of misappropriation or interference by an armed group, including a terrorist organization;
- The Bidder certifies that it is not on the list of the United Nations Security Council Committee established by resolution 1267 (1999). This list can be consulted at the following address: <https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list> ;
- The tenderer agrees to inform Cordaid immediately in the event of a violation of these provisions;
- If Cordaid has authorized the Bidder to subcontract, the provisions of this Article will be incorporated into all subcontracts concluded by the Bidder under this Agreement.

C. TERMS OF REFERENCE FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT RESPONSIBLE FOR CONDUCTING THE TRAINING OF IT PROGRAMS ON THE SECURITY OF INTERNET AND MOBILE BANKING APPLICATIONS: E-BANKING AND M-BANKING

I. CONTEXT AND JUSTIFICATION

According to studies conducted by the World Bank, Burundi is a low-income economy where 80% of its population works in the agricultural sector. Located in the Great Lakes region, Burundi is surrounded by Rwanda to the north, by Tanzania to the east, by the Democratic Republic of Congo to the west and bordered by Lake Tanganyika to the southwest. With 12.5 million inhabitants (2021), including 50.6% women and 41.5% young people aged under 15, it is one of the countries with the highest population density with a density ratio of 442 inhabitants/km² (2020 demographic projection).

The main objective of the National Development Plan (PND) 2018-2023 is to structurally transform the Burundian economy, for strong, sustainable, resilient and inclusive growth, creating decent jobs for all and leading to improvement in well-being. be social.

It is within this framework that the Project to Support the Development of Innovative Rural Finance (PADFIR) aims to increase the financial inclusion of economically active rural populations in Burundi – including women and young people – in order to improve their employment opportunities, their living conditions and their resilience to economic shocks.

The digitalization of financial products and services has proven to be an essential solution. Its support to implementing partners includes capacity building of staff. It is in this context that CORDAID wishes to recruit a consultant who can lead training on **THE SECURITY OF**

INTERNET AND MOBILE BANKING APPLICATIONS: E-BANKING AND M-BANKING for IT professionals.

II. PROJECT DESCRIPTION

PROJECT TITLE	Support Project for the Development of Innovative Rural Finance (PADFIR)
Main objective	Increase financial inclusion of economically active rural populations in Burundi – including women and young people – in order to improve their employment opportunities, their living conditions and their resilience to economic shocks.
Specific objectives	<ol style="list-style-type: none">1. To support the scaling up of micro-insurance products and services adapted to the needs of rural customers by ensuring that women and young people are taken into account2. To support the development and testing of innovative rural micro-insurance products and services3. To facilitate the connection of clients of MFIs and projects and programs operating in the sector of rural finance development and the strengthening of agricultural value chains with microinsurance institutions.
Expected results	

III. Training aims

The role of the consultant will be to present the standards, basic concepts and good practices related to the security of electronic banking services. The training will allow participants to master the risks linked to electronic Internet and Mobile Banking services and to identify appropriate technical solutions to remedy these risks, such as electronic certification of exchanges and various actors, encryption techniques, the mechanisms for signatures and electronic timestamping of acts carried out online.

IV. Specific objectives

The consultant must address at least the following points:

- The reliability of documents and electronic evidence with probative value;
- The effectiveness of various solutions for managing and preserving this evidence;
- Basic and advanced electronic signature standards and their modes and areas of use (CMS, CAdES, S/MIME, XMLDSig, XAdES, PDF [ISO 32000-1] and PAdES [ETSI TS 102778]);
- Hashing and encryption techniques as well as hardware authentication and signing solutions such as HSM (Hardware Security Module), cryptographic smart cards, Worm disks, OTP authentication tokens, MFA authentication and biometrics.

V. Expected results

At the end of this training, participants must be able to:

1. To better manage the solutions available in their respective institutions
2. Provide suggestions for improving the security of different solutions within their institutions

3. To enlighten their institutions in the various innovations and preparations that have embraced digitalization

VI. Duration of the mission

The mission will last 7 days including 5 days of training, 1 day of preparation and 1 day of reporting.

VII. Methodology

The training is aimed at IT professionals and IT managers of the 10 PADFIR partner MFIs, one representative per institution, i.e. a total. The course will consist of theoretical lessons in the mornings and exercises in the afternoons. Participants must bring their own machines. The consultant must present the points to be addressed in his offer and a discussion session with the contracting authority is planned for their validation before the start of the training itself.

VIII. Expected deliverables

The expected deliverables include:

1. Training module: electronic version and paper version
2. A final report

IX. Location of mission completion

The training will take place in Ngozi

X. Procedures and logistics

The training is placed under the supervision of the project manager who will ensure that CORDAID provides the consultant with the necessary means (fee, letter legalizing the activity) to carry out his work correctly. The Consultant undertakes to immediately comply with any specific security instructions coming from CORDAID and based on its security analysis and its knowledge of the area and its stakeholders. In the event of an incident encountered during the consultancy activities, the Consultant undertakes to contact the CORDAID office in BUJUMBURA as quickly as possible. No data may be used by the Consultant concerning this training without the written authorization of CORDAID for a period of 5 years.

XI. Required profile

This call is open on equal terms to all natural or legal persons (whether participating individually or as part of a group) with the required skills and experience.

The aligned consultant will have the following profile:

- Have at least a BAC +3 level of training in the fields of computer science or similar sciences.
- Expertise in software development, applications,

- Knowledge of the financial sector and the microfinance sector in particular would be an asset,
- Have at least 4 similar professional experiences
- Research and analysis skills.
- Ability to work in the field.
- Ethical and professional compliance.
- Mastery of the French language and KIRUNDI, both written and oral.
- Be equipped with the ability to work in a team, dialogue and good communication.

Appendix 1: Draft contract

Between on the one hand,

CORDAID Burundi , Bujumbura, Kigobe Nord District, Boulevard Mwambutsa IV, No. ⁸, Tel: +257 22 21 01 99, BP: 6701, represented by Mrs. **Leentje Janna van Ooijen** Country Director, hereinafter referred to as the “ **Contracting Authority** ”,

And on the other hand,

“ *Insert name of tenderer* ”, represented by “ *insert name* ” “ *insert position* ” Director, e-mail: “ *insert email address* ”, tel: “ *insert telephone number* ” hereinafter referred to as, the contractor .

It is agreed as follows :

Art.1: Purpose

The contracting authority entrusts “ *insert the name of the tenderer* ” who accepts, with the mission of leading the training of IT specialists on the security of internet and mobile money applications: e-banking and M-banking

Article 2: Hierarchical order of contractual documents

The following documents are considered an integral part of this contract in the following hierarchical order:

- Le DAO
- The contractor's offer
- Organization and methodology

The main experts

The various documents constituting the contract must be considered mutually explicit; in case of ambiguities or discrepancies, these documents will be applied according to the hierarchical order above.

Article 3: The main experts

3.1. The contractor will submit, within 5 days following the notification letter before signing the contract, a declaration attesting that the main expert(s) proposed in his offer is/are available on the date of entry into force of the contract;

3.2. If one or more of the main experts proposed in your offer are unavailable, you must, within 15 days from the date of receipt of the notification letter, propose replacements. They will have qualifications and experience at least equivalent to those of the experts initially proposed;

3.3. Proposals for replacement of lead experts must be duly justified. However, their acceptance is not limited to specific cases;

3.4. Several replacements may be proposed for the same function, but only one period of 15 days will be granted. The contracting authority will make a choice from among the experts proposed. The total score obtained by the replacement must be at least as high as that of the expert proposed in the offer. Furthermore, the replacement must meet the minimum requirements for each evaluation criterion.

3.5. If no replacement is proposed within the prescribed period or if the proposed replacements are not sufficiently qualified, the contracting authority may decide to cancel this award.

Art. 4: Financing:

The financing of this contract is ensured by the entirety of the aforementioned project funds up to “insert market amount”.

Art.5: Duration:

The mission will last 7 days including 5 days of training, 1 day of preparation and 1 day of reporting

Art.6: Reports:

The tenderer will draw up a final report and provide the contracting authority with electronic and physical versions.

Art.7: Payment terms:

Payment of fees will be made according to the following terms:

Payment of fees will be made by bank transfer to the account “ *insert account number* ” in the name of “ *insert name of bidder* ” to “ *insert name of bank* ”

Article 8: FIGHT AGAINST THE FINANCING OF TERRORISM

- **The Bidder** certifies that neither it nor its representatives, experts and partners are currently on the list of parties voluntarily excluded, ineligible, suspended or recused from any government service or agency.

- **The Bidder** certifies that it complies with all laws that prohibit transactions with or assistance to a terrorist group and that it does not provide assistance to individuals or entities supporting terrorism.
- **The Bidder** does not certify that none of the funds received under this Agreement are used to assist persons or entities associated with terrorism.
- **The bidder** has no right to provide assistance or organize, manage or allocate any assistance through military or combatant groups.
- **The Bidder** is required to report any case of misappropriation or interference by an armed group, including a terrorist organization.
- **The Bidder** certifies that it is not on the list of the United Nations Security Council Committee established by resolution 1267 (1999). This list can be consulted at the following address: <https://www.un.org/securitycouncil/content/un-sc-consolidated-list>
- **The tenderer** agrees to inform Cordaid immediately in the event of any violation of these provisions.
- If Cordaid has authorized **the Bidder** to subcontract, the provisions of this Article will be incorporated into all subcontracts entered into by **the Bidder** under this Agreement.

Article 9: Reporting cases of misconduct or fraud

If you are a victim, witness or suspect of fraud, please report your concern using one of the following options:

– The country director on the phone +257 22 21 01 99, Email Jolien.vanooijen@cordaid.org

-The Integrity Officer

via integrity@cordaid.org or <https://secure.ethicspoint.eu/domain/media/en/gui/107473/index.html>

Art.10: Termination of the contract:

The contract is automatically terminated in the following cases:

- Civil incapacity of the contractor,
- Manifest and lasting impossibility of the contractor compromising the proper execution of the contract,
- The contractor engaged in fraudulent acts during the execution of this contract.

The contract could be terminated by the contractor without him being able to claim compensation, in the event of an event not caused by him making the execution of this contract impossible.

Art.11: Dispute settlement:

In the event of disagreement arising from the execution of this contract, the parties involved will endeavor to find an amicable settlement. If the disagreement persists, the injured party may resort to the authorized authorities.